

JEUDI 23 OCTOBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Les obligations souveraines, dernier rempart avant l'effondrement ? p.1
- = Alerte baissière en cours sur sp500 p.3
- = TANT VA LA CRUCHE À L'EAU QU'À LA FIN ELLE SE BRISE p.4
- = De la croissance à l'inflation, nous imitons le Japon... p.5
- = Le débat sur l'or en Suisse agite les Etats-Unis p.8
- = Des marchés actions à l'assurance-vie, les banques centrales truquent le casino p.10
- = « Les stress stressants des stress tests européens... » p.13
- = Folie made in arabie saoudite ... p.22
- = Al-Qaïda veut nuire à l'économie occidentale en perturbant son approvisionnement en pétrole p.23
- = La nouvelle claque pour les vendeurs à découvert p.24
- = Et la bulle gonflait, gonflait... p.29
- = Bill Cohan: la vérité à propos de la Fed p.31
- = Stress-tests des banques européennes: la Dexia échouerait... p.32
- = A propos des crises en cours. Le discours des Pouvoirs, par-delà le vrai et le faux p.35
- = Comment éradiquer « tout simplement » le terrorisme p.39
- = Les marchés sont-ils capables de vivre sans les liquidités de la Fed? p.41



Les obligations souveraines, dernier rempart avant l'effondrement ?

Philippe Herlin Publié le 23 oct. 2014 www.goldbroker.com/

La semaine dernière a été mouvementée sur les marchés boursiers, avec de forts reculs à Londres, Francfort, Paris et New York. Un mini-krach mais rien de sérieux, un simple avertissement qui traduit une crainte diffuse des investisseurs : et si le temps des désillusions était venu ? En Europe et au Japon, les indices des marchés actions sont en-dessous de leur niveau du 1er janvier 2014, et à peine au-dessus aux Etats-Unis.

Le problème de fond est que la liquidité mondiale ne cesse d'augmenter à un rythme bien plus élevé que la croissance économique réelle. Même si la Fed arrête son plan de Quantitative easing, la Banque du Japon accélère le sien et la Banque Centrale Européenne relance son propre plan, notamment en voulant racheter des actifs bancaires. Et puis toutes ces banques centrales maintiennent les taux à zéro ce qui facilite l'expansion monétaire. Résultat, toute cette monnaie excédentaire, qui ne trouve pas à s'employer dans l'économie réelle (le crédit aux entreprises ne repart pas), se retrouve sur les marchés et fait monter le prix des actifs. D'où les performances des bourses depuis 2009 (mars 2009 exactement, date du premier QE de la Fed).

Mais à un certain niveau de valorisation, les prix des actifs risqués (actions, obligations d'entreprises) ne progressent plus parce que les investisseurs se rendent compte que, manifestement, les primes de risque ne couvrent plus le risque. Et cette crainte est d'autant plus renforcée que les espoirs d'une véritable reprise économique s'envolent (le FMI a rabaisé ses prévisions, une série de mauvais chiffres ont récemment été publiés aux Etats-Unis et de l'Allemagne).

Comment réagissent les investisseurs ? Ils se reportent vers le dernier actif considéré comme sûr et se dirigent alors vers les dettes souveraines sans risque, c'est à dire celle des Etats-Unis et de l'Allemagne principalement. Parce qu'on assiste dans le même temps à une plus grande différenciation des dettes publiques : la Grèce est abandonnée et voit ses taux dangereusement remonter, l'Espagne et l'Italie sont délaissées et ne profitent pas de cet afflux, la France en profite un peu, mais pas autant que l'Allemagne avec qui les écarts de taux s'accroissent. Le compartiment obligataire devient plus différencié, plus volatile, en un mot plus dangereux. Mais les dettes considérées comme sûres en profitent et, comme on l'a constaté, leurs taux ont baissé au moment de la tourmente boursière de la semaine passée.

La dette publique américaine représente certes un volume gigantesque, cependant sa capacité d'absorption n'est pas infinie. Sa crédibilité non plus. Même si la Fed est derrière et peut imprimer ce qu'elle veut pour satisfaire les échéances, à un moment donné la défiance apparaîtra. Ce moment n'est pas encore venu, mais nous sommes ici clairement sur le dernier rempart qui fait encore tenir le système monétaire et financier debout. Que celui-ci vienne à céder et la panique sera généralisée.

Si, il existe encore un rempart, mais les autorités monétaires n'y croient pas, ni les grands investisseurs ou les banques. Il s'agit de l'or bien sûr. Celui-ci n'a jamais cédé au cours de l'histoire mais attention, il n'y en aura pas pour tout le monde !

Alerte baissière en cours sur sp500

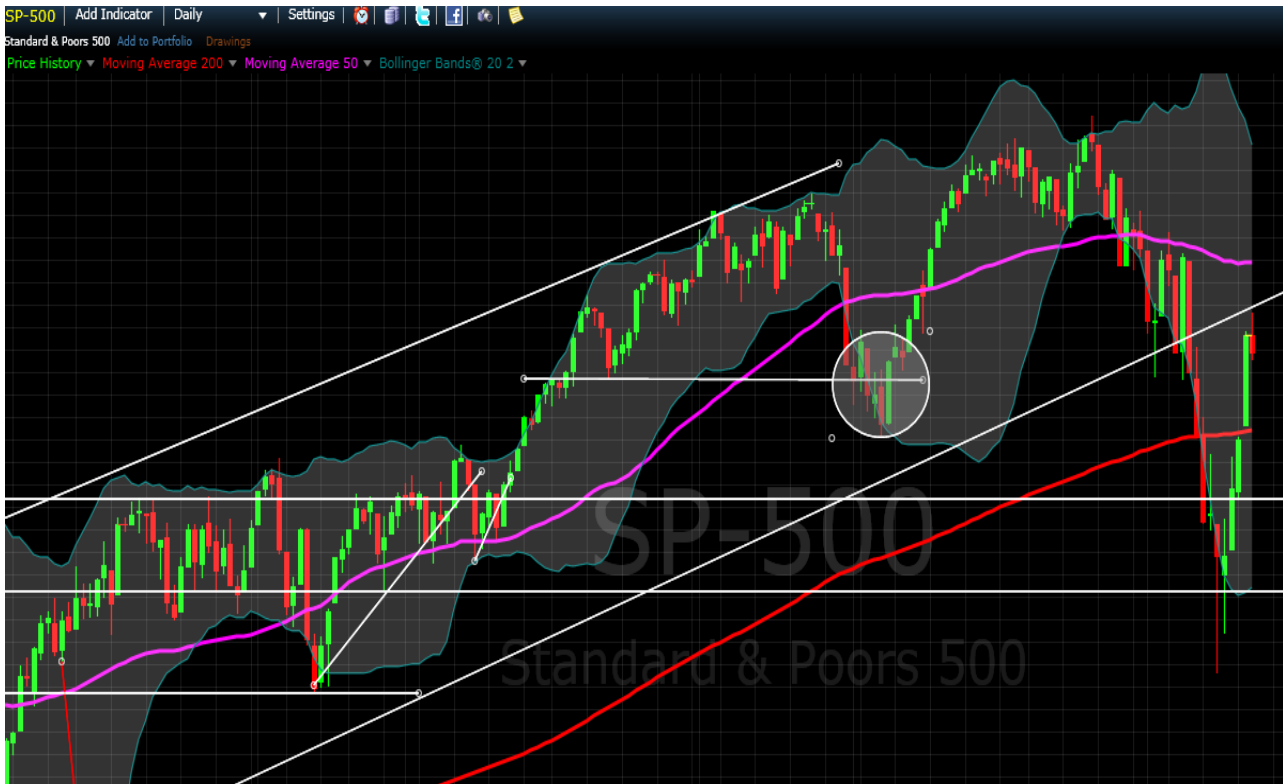
Martin Prescott MooneymakerEdge 22 octobre 2014

Potentiel d'un *DEAD CAT BOUNCE* sur court terme. À confirmer demain.

La situation actuelle du marché demande la plus grande prudence sur vos actifs en portefeuille actions.

Nous sommes en présence d'un retour de 50% sur le dernier mouvement haussier ainsi qu'un retour sur la ligne inférieure du canal haussier long terme et la soupe est très chaude en ce moment.

L'ouverture de demain peut être un signal de vente massif..Demeurez aux aguets, la prudence est de mise sur ce signal à fort potentiel baissier..... Le terme : DEAD CAT BOUNCE.



Date de publication : 22 octobre 2014 à 12:34

Dette publique :

TANT VA LA CRUCHE À L'EAU QU'À LA FIN ELLE SE BRISE

22 octobre 2014 par François Leclerc |

Les événements se précipitent : *les marchés* manifestent leur impatience en appelant au lancement par la BCE d'un début de création monétaire en grand, Jean-Claude Juncker annonce qu'il va présider « la commission de la dernière chance » et les rumeurs se multiplient sur l'échec aux stress tests de nombreuses banques, en attendant l'affichage des résultats le 26 octobre prochain, une fois passé le cap du tout proche sommet européen.

La cause est entendue, la stagnation va être séculaire et la dette un problème lancinant. Cultivant une vision malgré tout optimiste, tout en ne s'en tenant qu'à la dette publique, le FMI constate que « les efforts budgétaires au cours des cinq dernières années ont stabilisé le ratio entre dette publique et PIB, même s'il reste à un niveau élevé ». Mais il relève un « sentiment de saturation » vis à vis des réformes et que « les perspectives d'un durcissement des activités financières et d'un éventuel tassement de la croissance potentielle (...) sont autant de facteurs qui exigent une reconstitution des marges de manœuvre utilisées durant ces dernières années ». En d'autres termes, il serait nécessaire de « judicieusement » concilier la viabilité de la dette publique et la croissance... Dit autrement : dans les hautes sphères, on ne sait pas quoi faire devant la faillite d'un modèle de désendettement qui ne fonctionne pas.

Incluant la dette chinoise dans son tour d'horizon de la question de l'endettement, Martin Wolf remarque dans le Financial Times que « sans un boom du crédit insoutenable quelque part, l'économie mondiale semble incapable de générer une croissance de la demande suffisante pour absorber l'offre potentielle ». Employant une formule imagée, il déplore que la zone euro en soit à attendre Godot et le retour d'une demande globale qui rendrait la dette soutenable. Il faudrait plutôt utiliser « la lame et les ciseaux » en « réduisant la dette et en recapitalisant le système bancaire d'une main, et en favorisant une forte croissance économique de l'autre », à l'opposé du « pacte faustien qui a été passé avec un secteur privé générant des booms de crédit »...

En Europe, la faillite du désendettement conduit progressivement à la même constatation : la dette publique n'est pas soutenable et son remboursement va devoir être réglé au prix de la mise en cause de *l'État providence*. La discussion ne fait que s'engager sur les moyens d'y remédier, qui diffèrent d'un pays à l'autre. Syriza a ouvert le ban en Grèce, avec un montage novateur, Podemos en Espagne et le Mouvement des 5 étoiles italien ont depuis chacun à leur manière suivi, forts de leur poids dans l'opinion publique. Beppe Grillo est favorable à la tenue d'un referendum combinant une sortie de l'euro avec un défaut sur la dette. Podemos défend la perspective d'un audit de la dette et sa restructuration, et Syriza a proposé de lier le taux de la dette à celui de la croissance.

Un noble et académique renfort est venu en la personne de Robert Skidelsky, membre de la Chambre des Lords, professeur émérite et biographe de Keynes. Il souligne dans [un article en syndication](#) combien il est devenu difficile de distinguer la dette publique de la privée, revenant sur l'histoire de l'endettement de David Graeber (« Dette: 5.000 ans d'histoire ») qui a rappelé que la dette était toujours négociable mais également source de conflit entre débiteurs et créiteurs, soulignant qu'il n'y avait là rien de sacré. Au passage, il mentionne le mouvement américain *Strike Debt's initiatives*, qui rachète à prix cassé de la dette sur le second marché pour l'annuler, une campagne de sensibilisation ne pouvant être qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Un petit détour vers les bulles immobilières s'impose à ce stade. Elles sont loin d'être résorbées là où elles ont pris une gigantesque dimension – aux États-Unis, en Espagne et en Irlande notamment – et sont la source d'inquiétudes en Allemagne et au Royaume-Uni. Les autorités allemandes craignent l'effet des bas taux d'intérêt et la constitution d'une telle bulle chez eux, ayant été jusqu'à maintenant épargnés. « Il est douloureusement clair que l'économie du pays court au rythme du marché du crédit immobilier, le responsable de pratiquement tout les booms et éclatements de bulle financières de l'histoire récente », remarque le rédacteur en chef économie de Skynews, Ed Conway dans The Times.

Ce n'est qu'un début...

[De la croissance à l'inflation, nous imitons le Japon...](#)

▪ Sommes-nous en train de devenir japonais ?

Nos lecteurs de longue date trouveront cette question familière... voire ennuyeuse. Nous la posons depuis près de 15 ans — depuis que nous avons vu les Etats-Unis suivre les traces du Japon, passant d'un gros boom... à un gros krach.

Tout a commencé, pour nous, lors d'un trajet en voiture à la campagne il y a de nombreuses années. Pour distraire les enfants — ils étaient cinq avec nous à l'époque —, nous leur avons demandé ce qu'ils voulaient être quand ils seraient grands. Imaginez notre surprise. Parmi les pilotes d'avion de chasse et les stars de la télé se trouvait un petit garçon qui répondit : "je veux être japonais".

Les mangas étaient populaires, à l'époque, de même que les jeux vidéo japonais. Les valeurs nippones, en revanche, ne l'étaient pas. Après avoir dépassé les 38 000 en 1989, l'indice Nikkei est tombé à 7 000 points en avril 2000. Parallèlement, toutes les cheminées d'usine au Pays du Soleil Levant ont semblé faire une pause... tous les travailleurs ont pris 10 ans... et tous les journalistes financiers se sont demandé ce qui n'allait pas chez ce peuple qui était si dynamique juste quelques années auparavant.

Nous avons prévu la même chose pour les valeurs américaines.

Peut-être n'étions nous que 14 ans — et plus — en avance. Ou peut-être avions-nous simplement tort.

Le *Financial Times* a pondu un éditorial particulièrement benêt sur le sujet du Japon dans son édition de mardi. Après avoir passé en revue tous les échecs du Premier ministre, le journal conclut que même si "[...] l'exubérance a quitté les Abenomics, M. Abe soit tenir le cap et ne pas se laisser distraire".

▪ **Hmmm... vraiment ?**

De toute évidence, le Premier ministre japonais ferait mieux d'aller jouer au golf. Ses interventions, pour l'instant, ont été soit inefficaces soit désastreuses, selon la manière dont on les considère.

Le pauvre homme est entré en fonction en promettant de briser un long cycle perdant. Depuis 1990, les valeurs et l'immobilier du Japon ont été passés à la moulinette... sa machine économique autrefois ronronnante tousse et crache... sa population vieillit et décline... tandis que sa dette augmente. Comme le dit le *Financial Times*, lorsqu'il a pris son poste, Abe a apporté

"un gigantesque stimulant budgétaire, suivi d'une dose massive de *quantitative easing*. Cela a semblé faire sortir le Japon de sa torpeur déflationniste".

Jusqu'au deuxième trimestre. Ensuite, il est devenu évident que le Japon était en réalité dans une torpeur déflationniste encore plus profonde, avec MOINS 7,1% de croissance — la pire performance depuis le tremblement de terre, le tsunami et la catastrophe nucléaire de 2011. Tout ce que M. Abe semble avoir vraiment accompli, c'est une augmentation d'impôts et une dette gouvernementale japonaise approchant les 250% du PIB.

A nos yeux, M. Abe est une nouvelle donnée confirmant notre hypothèse :

Les décideurs modernes (et plus particulièrement les banquiers centraux) sont soit des idiots soit des escrocs. Leur programmes n'ont ni sens ni utilité. Leurs théories ne sont rien de plus que des sottises et du vent.

Mais nous admettons que nous vivons une époque formidable. Nous sommes prêt à être impressionné. Le problème, c'est que les Abe modernes semblent manquer d'imagination. Qu'est-ce qui ne va pas chez eux ? Il doit quand même bien exister une chose que les autorités puissent faire, à part réessayer exactement les recettes qui n'ont jamais fonctionné. On ne peut pas guérir une crise de dette avec plus de dette. Pourquoi ne pas essayer moins de dette ?

Et maintenant, tant l'Europe que les Etats-Unis deviennent japonais, comme nous l'avions prédit il y a plus d'une décennie.

Au lieu de voir le taux de croissance du Japon rattraper le niveau du reste du monde développé... la croissance ralentit partout, rejoignant les niveaux japonais. Au lieu que les rendements obligataires et les taux d'inflation grimpent au Japon, toujours pour correspondre à ceux du reste du monde, ils chutent en Europe et aux Etats-Unis pour correspondre à ceux du Japon. Enfin, au lieu de voir le taux de natalité japonais augmenter pour maintenir la population à peu près équivalente à celle de ses rivaux, les femmes en Europe et aux Etats-Unis ont moins d'enfants elles aussi.

Et bien entendu, inutile de vous dire que les habitants du monde développé vieillissent tous... comme les Japonais.

Comment les autorités réagissent-elles face à ce défi ? Elles sont devenues japonaises elles aussi...

Le débat sur l'or en Suisse agite les Etats-Unis

23 octobre 2014 | [Simone Wapler](#) La Chronique Agora

Cher investisseur,

Le 30 novembre prochain va avoir lieu en Suisse une votation portant sur le rapatriement de l'or de la Banque nationale suisse et sa politique de *peg* (parité fixe) entre le franc suisse et l'euro.

Ce vote est très important pour la France et l'avenir de l'euro parce que la Suisse est un gros acheteur d'obligations françaises. Et, si la Suisse n'en achetait plus, notre taux d'emprunt à 10 ans risquerait de monter et de compromettre la survie de l'euro...

Voici quelques points de vue sur cette votation qui n'est pour le moment que très peu relayée par les médias français, majoritairement convaincus du bien-fondé de l'interventionnisme, de la politique de la planche à billets, de la fuite en avant dans la dette et de la monnaie faible.

Pater Tenebrarum, chroniqueur financier, lundi 20 octobre

Tenebrarum commente la communication de la BNS qui souhaitait contrecarrer le projet de référendum :

"Nous trouvons comique qu'un référendum pour augmenter les réserves en or de la BNS soit qualifié de populiste. Pensez-donc : la plèbe souhaite que la monnaie devienne plus forte !

Sans surprise, la banque centrale plaide que cela 'entraverait gravement sa marge de manoeuvre' apparemment insensible à l'ironie. Entraver la 'marge de manoeuvre' d'une banque centrale des banquiers centraux est une bonne chose après tout. Ils font suffisamment de dégâts comme cela."

L'Agefi Suisse du lundi 13 octobre reprend l'ensemble des réactions outre-Atlantique en citant Ron Paul, Tenebrarum, Mike Mish Shedlock, etc.

L'initiative populaire du 30 novembre en Suisse est largement commentée par les rigoristes du monde anglophone :

Levi-sergio Mutemba : le vote populaire du 30 novembre prochain intitulé "Sauvez l'or de la Suisse" n'intéresse pas seulement le marché des métaux précieux à l'échelle du monde (*L'Agefi* du 3 octobre). Il donne aussi

l'occasion de relancer des controverses économiques fondamentales, venant surtout et sans surprise des anti-keynésiens dans le monde anglophone.

"Imbéciles", "planificateurs centraux", "déflatiophobes"... C'est ainsi, entre premier et second degré, que sont fréquemment qualifiés les dirigeants de la Banque nationale suisse par les plus fervents adeptes de l'école autrichienne (estimant que les impulsions économiques doivent être individuelles et non publiques).

Mike Mish Shedlock, conseiller en investissement très en vue, s'amuse à entrer dans la tête des dirigeants de la BNS. Une caricature dont la conclusion est claire: *"Nous nous réservons le droit de jeter le franc à la poubelle, à volonté, quand nous le voulons"*.

L'ancien député républicain Ron Paul, deux fois candidat à la présidence des Etats-Unis, demande un audit approfondi des réserves d'or de la banque centrale américaine elle-même, et compare avec une déception empreinte de populisme le management de la BNS à celui de la Fed et de la BCE: *"Un groupe d'élitistes davantage préoccupés par le maintien de leur statut, de leur train de vie et de leur réputation internationale que du bien-être général des populations"*. Avant de préciser que le peuple suisse porte en haute estime *"le travail de ses ancêtres"*, qui avaient pu créer, dans le passé, d'énormes réserves d'or, une monnaie respectée et un système bancaire indépendant.

"Les bureaucrates keynésiens de Suisse paniquent à l'idée de ce vote", commentent d'autres partisans de l'économie de l'offre. Les initiés ne comprennent rien, ils vont limiter les marges de manoeuvre de la BNS? *"Mais c'est justement ce que nous attendons d'une banque centrale"*, insiste

Pater Tenebrarum, membre du think thank conservateur Acting Man.

Le journal suisse Bilan donne la parole à l'auteur de "Gold Investing, protect your assets from the upcoming U.S. default", un livre à paraître.

"L'or est un actif beaucoup plus rationnel qu'on ne le croit, inversement corrélé aux taux d'intérêt réels, souligne cet ancien responsable mondial de la stratégie pour la banque privée de Société Générale, qui offre avec ce livre un guide des meilleures stratégies pour investir dans l'or."

Ecoutez [ici](#), c'est passionnant et cela dure 3 minutes.

Ce qu'il faut retenir

Le débat sur le retour de l'or est bien présent dans la presse financière suisse ainsi que dans la mouvance des économistes américains anti-keynésiens (ce qui est normal).

Ce genre d'événement périphérique et méprisé des grands médias peut très bien déclencher une crise monétaire majeure. Les grands retournements ont toujours une origine surprenante...

[Des marchés actions à l'assurance-vie, les banques centrales truquent le casino](#)

23 oct 2014 | [Simone Wapler](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

▪ Est-ce le grand krach qui va nous croquer à la sauce 2000, 2008... ou n'est-ce qu'une "consolidation" qui nous offre une opportunité d'achat, pour reprendre la terminologie chère aux traders ?

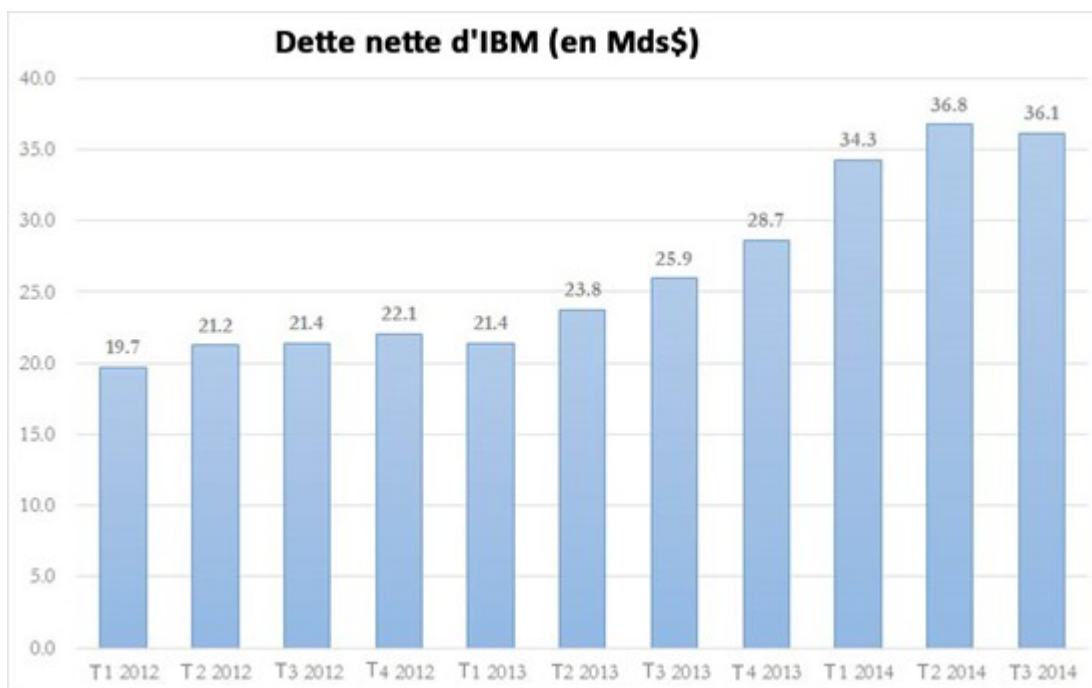
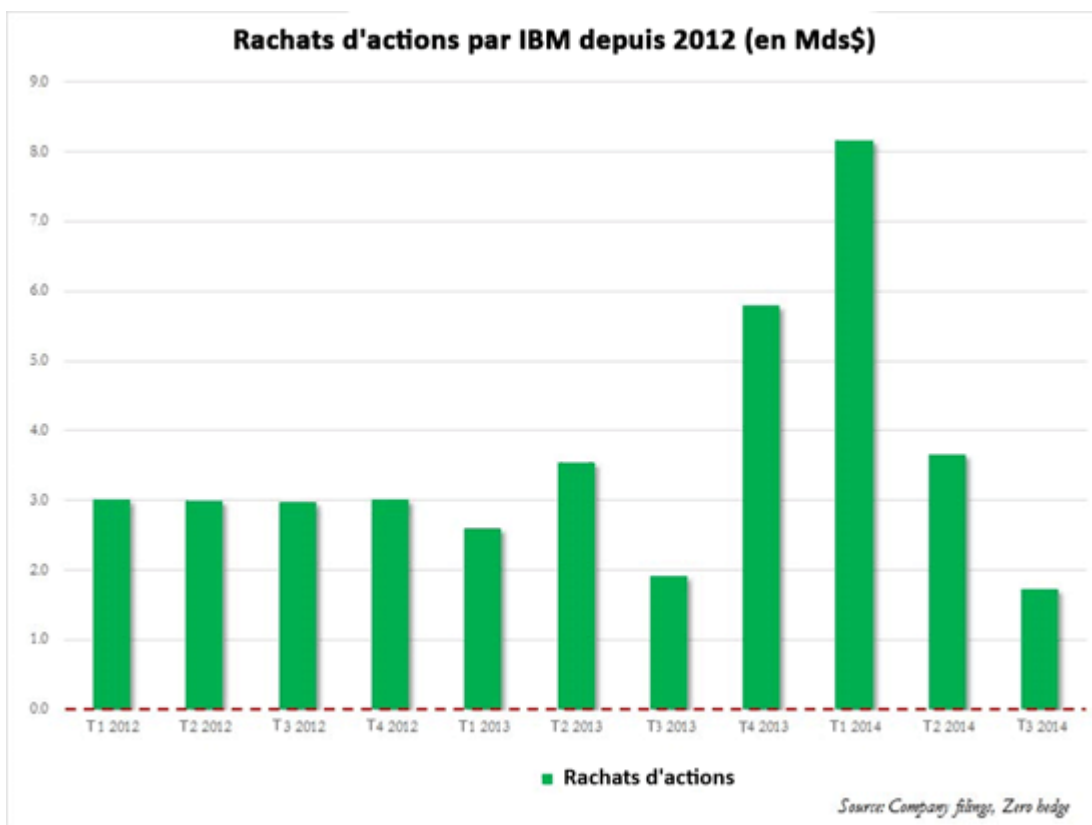
"Vendez tout et fidez le camp pour sauver votre peau", conseillait le vendredi 17 octobre un investisseur légendaire, Jim Rogers, co-fondateur du Quantum Fund qui partage l'analyse du stratège de la Société Générale Albert Edwards.

Mais il y aura bien un QE4 pour que les marchés actions ne se vautrent pas au tapis, non ? C'est effectivement ce que tout le monde veut croire. Les marchés ne peuvent plus baisser, ou tout au moins, leur baisse ne peut être que limitée. Les banques centrales sont là.

Avant, pour que des cours de Bourse montent, il fallait que les entreprises aient des perspectives de chiffre d'affaires et de bénéfices en hausse.

Maintenant, il suffit que des entreprises empruntent pour pas cher et rachètent leurs propres actions.

Mais le procédé est-il éternel ? L'annonce chez IBM d'un recul de 99% de son bénéfice et de 4% de son chiffre d'affaires a été plutôt mal accueillie. Le cours d'IBM a perdu plus de 7%. Depuis 2012, IBM a dépensé 37 milliards de dollars pour racheter ses propres actions ; sa dette est de 36,1 milliards de dollars et elle verse un dividende de 2,40%. Sa capitalisation est désormais de 169 milliards de dollars, presque 13 milliards partis en fumée, mais la dette, elle, reste.



▪ Est-ce qu'un QE4 peut faire monter le cours d'IBM qui vend moins et fait moins de bénéfice ?

Cela m'est égal, j'ai décidé de rentrer en hibernation, je colle à la stratégie de Bill Bonner : on achète des actions lorsqu'elles ne sont pas chères et on les vend lorsqu'elles sont trop chères. On les achète avec un ratio cours sur

bénéfice inférieur à 10 et on les revend dès que le ratio cours sur bénéfice est supérieur à 20.

Entre temps, il faut avoir le courage de ne rien faire malgré les boniments du consensus. IBM se paye 10,65 fois ses bénéfices : c'est trop cher... et même beaucoup trop cher pour une entreprise dont le chiffre d'affaires baisse.

Depuis que les taux d'intérêt sont manipulés à la baisse et que l'impression monétaire est la règle, les marchés sont devenus un casino où la triche est la norme. Imaginez un joueur naïf. Il change son vrai argent, qu'il a honnêtement acquis, contre des jetons du casino. Il pénètre dans la salle de la roulette (ou du baccara, ou de la boule, peu importe). Là, il s'attable avec des joueurs professionnels à qui les croupiers donnent des jetons.

Si ces joueurs professionnels sponsorisés par les croupiers perdent, ils reçoivent encore plus de jetons pour se refaire une peau. C'est vrai dans la salle des marchés actions et c'est vrai aussi dans la salle des marchés obligataires.

▪ Et pour l'euro ?

Mario Draghi, croupier en chef de la table euro, va-t-il intervenir pour que les taux d'emprunt à 10 ans de la Grèce qui dépassent à nouveau 8% retombent ? Va-t-il la racheter pour que les joueurs sponsorisés qui ont acheté de la dette souveraine grecque depuis 2012 ne se retrouvent pas en difficulté ? Le consensus le pense... mais une ancienne de Goldman Sachs, Natacha Valla, dans l'émission *C dans l'air* intitulée "Budget, l'épreuve de sincérité", indiquait le 15 octobre à propos de l'assurance-vie en euros :

"Si la dette qui est en face des contrats d'assurance-vie perd 50% de sa valeur, à mon avis, il faudra que quelqu'un prenne la perte".

Ce quelqu'un peut-être l'épargnant, le contribuable ou l'assureur (si Mario refuse de lui donner d'autres jetons). Interrogée sur le sort de l'assurance-vie, Natacha Valla répond : "moi, je n'ai plus d'assurance-vie". Au moins c'est clair : plutôt que de jouer avec des tricheurs, les ours avertis rentrent en hibernation.

Croyez-vous une minute que notre joueur naïf attablé avec les joueurs sponsorisés aux jetons gratuits va revoir la couleur de son vrai argent ? Les professionnels prudents — Jim Rogers, Charles Gave, Natacha Valla et d'autres comme Mohamed El-Erian, l'un des gérants du plus gros fonds

obligataire mondial PIMCO — ont déjà quitté les salles du casino. Ils ont préféré changer leurs jetons contre du vrai argent.

Les langues de certains joueurs professionnels commencent à se délier, ce qui laisse penser que ce système de tricherie organisée par les gouvernements et les banques centrales touche à sa fin. Les ours qui auront encore du vrai argent sortiront ensuite de leur tanière.

« Les stress stressants des stress tests européens... »

Charles Sannat 23 octobre 2014 www.lecontrarien.com

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Après « les chaussettes de l'archiduchesse sont-elles sèches, archi-sèches » à répéter très vite, ce qui s'avère rapidement drôle, vous pouvez aussi jouer à la phrase des « stress stressants des stress tests européens sont-ils stress ». Bon, c'est moins drôle que le coup des chaussettes mais je compte bien sur votre intelligence collective pour que l'on arrive à une petite perle (envoyez-moi vos propositions à l'adresse charles@lecontrarien.com), le gagnant aura un abonnement gratuit au Contrarien Matin qui est gratuit... et la reconnaissance de notre communauté émérite de contrariens contrariés par l'actualité.

Tout ça c'était d'abord parce qu'il fallait bien que je fasse une « introduction » et puis surtout que les stress tests européens comme américains c'est une vaste blague, alors autant en rire tous ensemble.

Une réussite différée

C'est à Franck Lepage, un espèce de gauchiste « horrible » tendance coco post-soixante-huitard qui est un immense pourfendeur de la novlangue stérilisant actuellement toute pensée et toute analyse, à qui l'on doit la trouvaille de cette perle. Comme après l'armée rouge l'institution qui fonctionne le plus comme une organisation stalinienne c'est l'Éducation nationale, sachez que l'on ne parle plus d'échec scolaire mais de « réussite différée »... Alors évidemment, un immense merci à Franck Lepage pour son travail d'une qualité extraordinaire. Au passage, je lui fais un peu de pub. Vous pouvez sur YouTube, en rentrant simplement son nom, visionner quelques-uns de ses spectacles ébouriffants notamment celui sur l'ascension sociale. C'est excellent. Tout simplement.

Bref, les banques ne peuvent pas échouer aux stress tests vu que si elles échouaient, il y aurait une immense panique bancaire généralisée qui nous plongerait tous dans la misère la plus totale. Si l'on pose le problème de cette façon-là, il est évident que « l'examineur » va y réfléchir à deux fois avant de recalculer l'élève. Il va, tout au plus, différer quelque peu la réussite de certains, comme Dexia par exemple qui va encore nous coûter du pognon mes chers amis.

Préparez-donc votre chéquier pour 2015 afin de bien vouloir verser votre écot au sauvetage de la finance. De la bonne finance, bien entendu, comme nous l'explique maintenant notre président SMS1er (oui, si Lucky Luke tire plus vite que son ombre ce n'est pas le cas de notre président et non, ne parlez pas de Julie, ce serait inconvenant dans un journal aussi sérieux que le nôtre, en revanche il textote, textote en permanence. À se demander quand il travaille le gus).

Les premières indiscretions savamment orchestrées...

Oui, il ne faut pas imaginer que celui qui a bavé à l'agence Reuters n'avait pas l'autorisation des milieux autorisés pour le faire. Il ne s'est pas autorisé tout seul le type comme disait Coluche. Non, l'idée c'est d'habituer progressivement les marchés, alors qu'est-ce qu'on apprend de croustillant dans cette dépêche ?

Voici les meilleurs passages :

« 130 banques de la zone euro ont passé les tests de résistance, et onze – au moins – n'auraient pas la moyenne, dont trois banques grecques, trois italiennes, deux autrichiennes et une belge : Dexia qui bénéficiait d'une régime particulier. »

Bouh... 11 sur 130... Même au bac 2014, les résultats sont moins bons et il y a plus de « réussites différées ».

Bon, attention mes braves, il faut être prudent, ne pas stigmatiser toutes ces pauvres gentilles banques, ni faire d'amalgames. En effet, « toute conclusion tirée de prétendus résultats finaux de l'exercice serait hautement spéculative jusqu'aux résultats définitifs du 26 octobre »... Ben alors, pourquoi nous en parler aujourd'hui Dugenoux ?

Alors les nominés aux oscars des banquiers les plus nazes de l'eurovision 2014 sont les suivants :

- la banque autrichienne Erste Bank ;
- les italiennes Banco Popolare, Monte dei Paschi di Siena et Banca Popolare di Milano ;
- les grecques Alpha Bank, Piraeus Bank et Eurobank ;
- la portugaise Millennium BCP ;
- la belge Dexia.

L'agence espagnole ajoute, sans mentionner leurs noms, qu'une deuxième banque autrichienne et une chypriote devraient aussi avoir échoué.

Modalités pratiques des stress tests

« Ces tests, conjugués à une « revue de la qualité des actifs » (AQR) des banques, visent à mesurer la capacité de résistance des banques à divers scénarios économiques, y compris un scénario « stressé » de récession, de montée du chômage, de chute des prix immobiliers et de ralentissement continu de l'inflation, pour déterminer si elles doivent lever des fonds propres afin de renforcer leur solvabilité. La BCE, qui soumet à ces tests quelque 130 banques de la zone euro, assumera à compter du 4 novembre la supervision de l'ensemble du secteur. »

Ça semble compliqué expliqué comme cela néanmoins c'est assez logique, il ne faut pas que vous compreniez mais en fait c'est très simple. Le coup de la qualité des actifs c'est complètement bidon. Il s'agit de vérifier que les banques ont bien investi tous leurs fonds propres ou presque dans de bonnes obligations d'États surendettés dont un paquet se dirige tout droit vers la faillite alors posons la question « et que se passe-t-il en cas de faillite d'États si les fonds propres des banques sont investis en dettes d'États et que ces États font défaut ? ». Eh bien là encore, c'est simple... Il se passe que vous l'avez dans le baba. Ha... zut alors ! Mais les stress tests ont-ils étudié une faillite éventuelle d'État ? Eh bien la réponse est dans l'énoncé, lisez bon sang, c'est comme à l'école (c'était ce que me disait mon papa quand je ne pigeais pas un exercice de math et c'est vrai qu'en général, la réponse est dans l'énoncé...). Le scénario stressé, c'est une récession, une baisse de l'immobilier et une inflation qui baisse... super ! Mais point de faillite d'État. Logique. En fait, aucune banque aujourd'hui ne peut survivre à une faillite d'État, d'où d'ailleurs leur fuite en avant dans les obligations d'États en plus

des contraintes réglementaires qui les obligent à investir leurs fonds propres là-dedans.

Si les États tombent, les banques tombent et inversement, vu qu'ils jouent tous depuis des années à « je te tiens tu me tiens par la barbichette ». (Ha, j'en vois un au fond qui se marre, tu as perduuuuu !!)

Bon, je pense que vous avez compris l'esprit et l'ampleur du problème. Je ne vous en remets pas une couche supplémentaire sur le fait qu'il faille lier cela au fonds de garanties de dépôts et au fait que la BCE, pour le moment, est paralysée par les refus allemands d'utilisation de la planche à billets.

Alors vous comprendrez que je vous laisse, j'ai le plein de pâtes à faire chez Intermarché (c'est eux qui ont la meilleure promo du moment sur les Panzani, péremption 2018) mais c'est limité à 3 packs par jour, du coup faut que j'y retourne mais bon, c'est pas cher !

Il est déjà trop tard. Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Le gouvernement britannique émet sa première obligation souveraine en RMB à la Bourse

Voilà que nos perfides amis anglais émettent des obligations d'État en yuan. Autrement dit, les Anglais empruntent directement en monnaie chinoise. Si le montant reste très faible – 490 millions de dollars, ce qui n'est qu'une toute petite goutte d'eau dans un océan de dette –, cela en dit long sur la désaméricanisation en cours et la dédollarisation. C'est non significatif financièrement parlant mais c'est politiquement particulièrement symbolique.

Charles SANNAT

LONDRES, 21 octobre (Xinhua) – Le gouvernement britannique a émis mardi sa première obligation souveraine en renminbi (RMB, monnaie chinoise) à la Bourse de Londres (LSE).

Liu Xiaoming, l'ambassadeur de Chine en Grande-Bretagne, estime qu'il s'agit d'un grand pas en avant pour l'internationalisation du RMB.

Le 14 octobre, le Trésor britannique a émis une obligation souveraine en RMB d'un montant de 3 milliards de RMB (environ 490 millions de dollars) et d'une durée de trois ans, faisant de la Grande-Bretagne le premier pays

occidental à prendre une telle initiative.

Selon M. Liu, la nouvelle est importante pour trois raisons : premièrement, cela renouvelle l'engagement du gouvernement britannique à devenir une place pour le RMB offshore ; deuxièmement, cela permet à l'internationalisation du RMB de franchir un nouveau palier ; et troisièmement, cela donnera un nouvel élan à la promotion de la coopération économique sino-britannique.

Selon Andrea Leadsom, secrétaire de l'Économie au Trésor britannique, l'idée de départ est de promouvoir la liquidité du marché et d'encourager les autres émetteurs à se mettre eux aussi à développer des centres de développement offshore pour les obligations en RMB.

Elle a ajouté que le RMB allait devenir l'une des plus grandes réserves de devises à l'avenir et que la Grande-Bretagne veut jouer un rôle clé dans l'expansion de la monnaie chinoise.

D'après un communiqué publié la semaine dernière par le Trésor britannique, la demande pour ce titre de créance public a atteint 5,8 milliards de RMB provenant de 85 donneurs différents.

La télévision publique espagnole accusée de manipulation et de censure

Un grand merci à notre camarade contrarien Jean-Michel qui m'a fait passer cette information concernant la manipulation et la censure à la télé publique espagnole.

C'est un article du *Monde*, un grand quotidien français... (rire jaune) qui aborde sans tabou le problème de la liberté de la presse ou plutôt du contrôle de la presse par les gouvernements en Espagne.

C'est excellent, pertinent et cela pose de véritables questions sur la démocratie.

Évidemment, en France, la presse est totalement libre, les journalistes nous disent toujours la vérité, le nuage de Tchernobyl s'est bien arrêté à la frontière, la reprise économique est en vue et Saddam Hussein avait tout plein d'armes de destruction massive, enfin avec Ebola, on ne risque rien sans oublier que Poutine est vraiment très méchant et les néo-nazis ukrainiens que l'on finance sacrément modérés et gentils.

C'est l'éternelle histoire de la paille dans l'œil du voisin et de la poutre que l'on a dans le sien...

Ah ces Espagnols, incapables de se sortir de ces mauvaises habitudes du franquisme alors que nous, franchement, quel exemple de pluralité et de liberté.

J'en rigole encore.

Charles SANNAT [Source *Le Monde* ici](#)

Grèce : les arriérés d'impôts passent la barre des 70 milliards d'euros

Merci à notre camarade contrarien Alain qui m'a fait suivre cette information passionnante concernant les impayés d'impôts en Grèce et il s'agit d'un article des Échos.

On y apprend que la Grèce va beaucoup mieux, que la croissance est revenue et, bien évidemment, que la Grèce va payer ses dettes... Ah, non, ça c'est le rêve, la réalité est nettement plus sombre puisque « les impayés d'impôts en Grèce, provoqués notamment par six années de profonde récession, continuent de progresser à un rythme soutenu et ont passé en septembre la barre des 70 milliards d'euros, a indiqué mardi le secrétariat général aux recettes publiques ».

« Depuis le début de l'année, 9,68 milliards d'impayés supplémentaires se sont ajoutés au total des 60,48 milliards déjà dus à l'État grec fin 2013. Sur la même période, l'État n'est parvenu à récupérer que 2,69 milliards d'impayés. »

Et non, non, et non, ce n'est pas uniquement parce que les vilains et méchants grecs ne veulent pas payer d'impôts. Nous non plus on ne veut pas payer mais on ne nous demande pas vraiment notre avis. En Grèce, c'est pareil mais les gens n'ont tout simplement pas d'argent pour payer les différentes taxes. Ils sont ruinés, fauchés, laminés.

Mais il faut être optimiste, tenez lisez : « La Grèce se prévaut néanmoins d'une stabilisation de son économie avec un ralentissement très notable de la récession depuis fin 2013 et le retour d'une croissance légèrement positive attendu en 2014 (0,6 %) avant une reprise plus vigoureuse en 2015 (2,9 %). »

2,9 % de croissance en 2015 alors qu'ils ne vont même pas boucler leur budget 2014 et qu'ils sont en faillite, non mais franchement... même en

France le gouvernement n'ose pas afficher une prévision de croissance aussi stupide et aberrante.

Charles SANNAT [Source ici](#)

La Commission européenne inflige des amendes de 32,3 millions d'euros à trois grandes banques dans le dossier du Libor

Mais que l'on est gentil en Europe avec nos amis de la « bonne finance », celle qui triche, qui s'entend sur le dos des consommateurs mais que l'on ne sanctionne jamais autrement que symboliquement. Il faut dire que les banques sont tellement solides qu'il serait dangereux de trop les taxer... sans oublier un lobbying plus qu'efficace au sein même de la Commission et des différentes instances européennes, loin du regard des peuples.

Charles SANNAT

BRUXELLES, 21 octobre (Xinhua) – La Commission européenne a infligé mardi des amendes pour un montant de 32,3 millions d'euros à trois banques internationales, dont UBS, JPMorgan et Crédit Suisse, pour un dossier du taux d'intérêt de référence Libor.

La Commission européenne a estimé que quatre banques internationales, à savoir RBS, UBS, JP Morgan et Crédit Suisse, avaient participé à une entente concernant la manipulation des produits dérivés de taux d'intérêt libellés en franc suisse entre mai et septembre 2007.

RBS a bénéficié d'une immunité pour avoir révélé l'existence de l'entente à la Commission, échappant ainsi à une amende de cinq millions d'euros pour sa participation à l'infraction. UBS et JPMorgan ont vu leurs amendes réduites à 12,6 et 10,5 millions d'euros pour avoir coopéré à l'enquête, Crédit Suisse payera 9,1 millions d'euros d'amende.

JPMorgan a ainsi reçu deux amendes en une journée, après celle de 61,6 millions d'euros pour sa participation à une autre entente illicite avec RBS visant à influencer les produits dérivés basés sur le Libor libellés en franc suisse entre mars 2008 et juillet 2009.

Les quatre banques ont accepté de régler le litige avec la Commission européenne dans le cadre d'une procédure simplifiée.

Il s'agit de la quatrième affaire concernant la manipulation d'un taux d'intérêt de référence par de grandes banques dans le dossier du Libor. Les produits

dérivés de taux d'intérêt (contrats à terme et options, par exemple) sont des produits financiers utilisés pour gérer le risque de fluctuation des taux d'intérêt.

« Ici, les quatre banques se sont plutôt accordées sur un élément du cours de certains produits financiers dérivés. De cette manière, les banques impliquées pouvaient tricher avec le marché aux dépens de leurs concurrents. Les cartels dans le secteur financier, sous quelque forme que ce soit, ne seront pas tolérés », a souligné Joaquin Almunia, vice-président de la Commission européenne chargé de la concurrence.

En décembre 2013, la Commission européenne a déjà infligé des amendes à plusieurs banques pour leur participation à des ententes concernant les produits dérivés de taux d'intérêt libellés en euro et en yen.

Depuis son instauration en 2008 de la procédure de transaction pour réduire la durée de l'enquête et simplifier le règlement des ententes entre les entreprises, ainsi que des abus de position dominante, la Commission européenne avait conclu 15 affaires d'entente concernant les DRAM, les phosphates utilisés dans l'alimentation animale, les poudres à lessiver, le verre pour les tubes cathodiques, les compresseurs frigorifiques, les produits de gestion de l'eau, les faisceaux de fils électriques, les produits dérivés de taux d'intérêt libellés en euro et en yen, la mousse de polyuréthane, les bourses de l'électricité, les roulements, la grenaille abrasive métallique et les champignons.

Chine : les investissements dans l'immobilier continuent à ralentir

Je suis en train de travailler à un papier que je consacrerai à la réalité de la croissance chinoise de ces 5 dernières années et c'est infiniment plus préoccupant que ce que les statistiques officielles laissent penser.

En attendant, l'investissement dans l'immobilier poursuit son recul et ce n'est évidemment pas du tout une bonne nouvelle pour la croissance future de la Chine.

Charles SANNAT

BEIJING, 21 octobre (Xinhua) – La croissance des investissements dans le secteur chinois de l'immobilier a continué à ralentir en dépit de l'assouplissement des restrictions du gouvernement sur le marché, selon les

chiffres publiés mardi par le Bureau d'État des statistiques.

Les investissements dans l'immobilier ont augmenté de 12,5 % sur un an au cours des neuf premiers mois de l'année, soit une baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à la croissance rapportée entre janvier et août.

Concernant l'immobilier résidentiel, les investissements ont augmenté de 11,3 % en base annuelle, en baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport aux huit premiers mois de l'année.

Les ventes immobilières ont accusé une baisse de 8,9 % sur un an durant la période de janvier à septembre, avec une chute de 10,8 % pour l'immobilier résidentiel.

Depuis le début de 2014, le marché chinois de l'immobilier connaît un ralentissement considérable, enregistrant une baisse des prix et des ventes faibles. Selon les données officielles, 68 des 70 grandes villes chinoises ont enregistré une diminution des prix des nouveaux logements en août, contre 64 en juillet.

Pour éviter un ralentissement brutal du marché de l'immobilier, la Chine a dévoilé le 30 septembre des mesures d'assouplissement concernant les emprunts pour les acheteurs de logements dans une annonce conjointe de la Banque populaire de Chine, banque centrale, et de la Commission de supervision bancaire de Chine.

Selon cette annonce, un prêt pour l'achat d'un deuxième logement sera traité comme un premier emprunt si l'acheteur n'a pas d'autre prêt en cours.

Avant l'assouplissement de ces règlements, 41 des 46 villes chinoises ayant adopté des restrictions sur l'achat de logements avaient levé ces dernières en raison du refroidissement du marché.

Tang Jianwei, analyste à la Banque des communications, a indiqué que le changement des politiques dans le secteur immobilier et l'assouplissement de la liquidité sur le marché permettraient de mettre fin au ralentissement des investissements immobiliers au quatrième trimestre.

La Chine doit publier vendredi les chiffres sur les prix des logements pour septembre.

Folie made in arabie saoudite ...

Patrick Reymond 23 octobre 2014

L'Arabie saoudite fait cavalier seul désormais et fait baisser les prix du pétrole, visiblement pour punir les deux ex-supergrand, de beaucoup de choses, de soutenir Assad, de ne pas vouloir le renverser, de l'Irak, de, de, etc...

Quelle vont donc être les conséquences de tout cela ?

Les russes vont vivre des heures difficiles, mais certainement pas plus que tout le monde. A l'heure actuelle, tout le monde a besoin, chez les producteurs, d'un prix élevé.

Mais les iraniens, par exemple se sont largement diversifiés, ils sont moins dépendants du gaz.

le pétrole de schiste US est cher. Il ne résistera pas longtemps, non plus à la baisse des cours.

Les pays consommateurs vont ils en tirer profit ? Peu, très peu. Leur vrai profit, c'est de baisser leur consommation.

L'Arabie saoudite, elle, ne peut non plus avoir longtemps des prix bas. Sa crise sociale est indéniable.

Et puis, en économie, il est souvent question de cliquets. Au bout d'un certain temps, ces cliquets deviennent des bases. il y a 15 ans, quand le baril était à 10 \$, qui aurait imaginé qu'une organisation de l'économie "nécessite" un baril à un "minimum" de 80 \$.

On n'aurait même pas imaginé cela possible...

Comic comac

Patrick Reymond 23 octobre 2014

Le mic mac continue. On veut faire voler des avions à l'huile de friture recyclée.

Le problème est simplement de savoir combien ? 1, 10 ou 100 ? c'est possible. Au delà, c'est très incertain. Mais il ne faudra pas craindre l'odeur de friture, et les plaintes de la poissonnerie Ordralfabétix.

Personne n'a trouvé une idée plus bête ???

Al-Qaïda veut nuire à l'économie occidentale en perturbant son approvisionnement en pétrole

par Mylène Vandecasteele · 22 oct. 2014 Express.be



Dans le premier numéro de son magazine » de propagande « Resurgence », l'organisation terroriste Al-Qaïda évoque ses plans pour attaquer les grandes plateformes de distribution de pétrole occidentales au Moyen-Orient. Dans un article en page 117, As-Sahab, une branche d'Al-Qaïda dédiée aux médias, mentionne les stratégies pour porter atteinte à l'approvisionnement des États-Unis en pétrole provenant du Moyen-Orient.

L'auteur, Hamza Khalid, affirme que pour affaiblir les États-Unis, l'organisation terroriste doit mener une stratégie diversifiée, basée non seulement sur l'attaque des troupes américaines dans le monde musulman, mais en ciblant également la très longue chaîne d'approvisionnement qui permet à l'économie américaine de se fournir en énergie, ce qui permet de maintenir la force militaire américaine.

Les grandes plateformes logistiques pour le pétrole que sont Gibraltar, les détroits d'Ormouz, de Bab El Mendeb ou le canal de Suez sont citées comme des cibles de choix, parce qu'elles permettent d'organiser des embuscades pour attaquer les navires de passage à partir du rivage.

«La destruction ou la prise en otage d'un seul superpétrolier dans l'une de ses voies maritimes étroites aurait des conséquences phénoménales », affirme Khalid, expliquant qu'une action coordonnée sur les points stratégiques de l'approvisionnement américain en énergie peut porter un coup « au cordon ombilical énergétique » des États-Unis, et lui nuire à long terme.

Al-Qaïda affirme disposer de combattants pour ces attaques potentielles en Algérie, au Sinaï, en Syrie, aux Philippines, en Indonésie et en Somalie. L'article indique également que l'organisation « dispose de la capacité

opérationnelle pour attaquer des cibles occidentales dans le Golfe » dans la péninsule arabe.

En plus des pétroliers, Khalid indique qu'Al Qaïda pourrait aussi s'attaquer aux employés occidentaux des compagnies pétrolières exploitant des sites dans le monde musulman, à la Marine américaine, ainsi qu'aux terminaux et aux pipelines qui permettent de livrer du pétrole aux pays occidentaux.

Même si le président américain Barack Obama a fait de l'indépendance énergétique une des grandes priorités des États-Unis, une attaque sur l'approvisionnement énergétique pourrait avoir des conséquences importantes, et pas seulement sur les cours du pétrole.

Khalid rappelle qu'en 2002, l'attaque au large des côtes du Yémen d'un navire français, le Limbourg, avait été à l'origine d'un effondrement du fret international dans le détroit de Bab El Mendeb, et d'un triplement des polices d'assurance par voyage. Les primes de celles-ci étaient alors passées d'environ 150 000 dollars à près de 450 000 dollars pour les supertankers transportant 2 millions de barils de pétrole, ce qui avait ajouté 15 cents au coût du baril.

[La nouvelle claque pour les vendeurs à découvert](#)

Mister Market and Doctor Conjoncture du Mercredi 22 Octobre 2014 Par Bruno Bertez

Ceux qui jouent à la baisse ne comprennent pas qu'il ne faut surtout pas attaquer la valorisation des marchés.

La semaine dernière, nous avons analysée et expliquée la chute des marchés financiers. Notre article était construit autour de la charnière suivante: [«Les marchés sont dans la tourmente, les banques centrales à la parade»](#). Nous avons accordé autant d'importance au premier membre, la tourmente des marchés, qu'au second à savoir que les Banques centrales allaient parer, réagir face à la baisse.

Pour nous, dans notre analyse, les deux sont liées: tourmente sur les marchés égale parade des banques centrales. Si nous ne le pensions pas, cela voudrait dire que nous changeons de cadre analytique et que nous modifions notre interprétation de ce qui se passe. Notre interprétation, nous vous la rappelons est que le système a besoin d'un certain nombre de trillions de création de crédit pour tenir (deux trillions rien qu'aux USA), et qu'en 2008 et 2009 on a

choisi de ne pas traiter la question de l'excès de dettes ce qui fait que par conséquent, bon an mal an, il faut trouver le moyen de créer ces trillions de dettes. En langage Fedspeak ou Draghispeak cela veut qu'il faut soutenir, maintenir, stimuler l'appétit pour le risque. Quand vous entendez, «risk-on» traduisez, on crée du crédit, quand vous entendez «risk-off» traduisez on détruit du crédit. Ce n'est pas plus compliqué que cela.

Nous avons ajouté dans notre cadre analytique que dans la voie suivie, de créer toujours plus de crédit sans prendre la peine de faire une pause ou d'assainir, il n'y avait pas de retour en arrière; on a brulé les vaisseaux répétons nous souvent. C'est un seul sens, toujours plus!

Les marchés financiers constituent le lieu où l'appétit ou la répulsion pour le risk se donnent à voir. Quand les actions, les emprunts «high yield», baissent, alors cela veut dire que l'on rentre en phase risk-off; et cela se traduit par un balancier, on recherche les véhicules correspondants, les Treasuries us et les Bunds Allemands pour simplifier. Tout est corrélé; le système est binaire, on est soit noir, soit blanc; soit on met les lunettes noires, soit on met les lunettes roses. C'est l'un des gros problèmes créé par les régulateurs, soit on va d'un côté du bateau, soit on se précipite de l'autre avec bien sûr, le risque de chavirer. Le risque porte un seul nom, l'instabilité financière, mais il peut jouer dans les deux sens, on peut aussi bien être euphorique que dépressif. Nous avons écrit un jour un texte qui expliquait cette bipolarité comparable au trouble du même nom.

As Stocks decouple from any fun-durr-mental carry driver...



As well as Bonds and credit markets' perspective on 'recovery' and ECB rumors...



Dans notre cadre analytique, il n'est pas vraiment besoin de se préoccuper des péripéties intermédiaires, c'est ce que nous avons suggéré lorsque nous avons défendu l'idée qu'il n'y avait pas de bulles. Tant que l'on est dans ce système et on y est pour longtemps, la valeur des assets prend une autre nature, ils sont déconnectés des fondamentales, ils flottent et la seule logique c'est le «plus» ou le «moins» de liquidités. Tant que l'on a l'espoir de plus de liquidités, on lévite et on flotte dans les hauteurs, quand cet espoir est refroidi, alors on flotte plus bas. Là aussi tout est simple.

Le problème de la gestion, si on peut qualifier cela de gestion, des banquiers centraux, c'est: comment sortir de ce système ou tenter de sortir de ce système sans krach. Nous avons toujours soutenu que le seul vrai problème des politiques monétaires non conventionnelles c'était l'Exit; Selon nous, on en parlera souvent, mais sans jamais oser la tenter. Chaque fois qu'on l'a tentée, il a fallu reculer. On a reculé en 2010, on a reculé en 2013 et l'on envisage de reculer maintenant en 2014 malgré les annonces antérieures. Ce n'est pas faute de réfléchir, ce n'est faute d'essayer! Déjà en 2009 puis 2010 on avait élaboré des théories fumeuses pour faire croire que l'on pourrait sortir sans dégâts. Nous nous souvenons de celle émise par la Federal Reserve de New York, elle valait son pesant de moutarde! Selon cette théorie,

tout se passerait en douceur, car l'arrêt des politiques de bas taux, taux zéro serait compensé par le relais de la croissance, la progression des profits et l'amélioration de la solvabilité. C'était aussi l'époque où Bernanke soutenait l'idée que le sevrage monétaire n'aurait pas de conséquence brutale car les perspectives de rentabilité d'un investissement aux USA seraient telles que les capitaux afflueraient et que les capitaux étrangers là aussi relâcheraient la disparition des largesses de la Banque Centrale. Ah les braves gens et dire que, notez le, personne ne s'avise de rappeler ces élucubrations fumeuses ou plutôt enfumeuses.

Bien sûr rien ne se passe comme «ILS» l'ont espéré et le moindre souffle de «taper» fait vaciller les marchés, réintroduit le «risk-off» et menace de faire tomber le bel édifice de carton pâte financier. La semaine dernière, les marchés financiers de risque ont tangué, aussi bien sur les actions que sur les emprunts à haut risque ou Junk; les spreads ont enflé; les marchés se sont asséchés, la liquidité à pendant quelque temps disparu. Les appels de marge ont commencé...

Que s'est-il passé? D'abord on a dépêché le patron de la Fed de San Francisco, John Williams pour suggérer qu'après tout on pourrait très bien ne pas arrêter les QE. Ensuite on a envoyé James Bullard de la Fed de Saint Louis, pour dire que l'on pourrait retarder la fin des QE jusqu'à ce que les anticipations d'inflation se rétablissent. Puis on a fait donner la garde européenne, Haldane de la Bank of England et Coeuré de la BCE avec, eux aussi, des messages rassurants aussi bien sur le maintien de taux bas que sur l'accroissement des largesses monétaires. Ensuite ce fut le tour de Reuters, fidèle dans son rôle de chien de garde qui a lancé des ballons, billevesées, sur de nouvelles initiatives non conventionnelles de Draghi. Peu importe que les fausses nouvelles propagées par Reuters aient été démenties par le Financial Times, le bien était fait. La baisse des bourses a été stoppée, une fois de plus les vendeurs à cœur de lièvre ont été comme l'on dit «tartés».



Ce que les vendeurs à découvert, les shorts, ne comprennent pas, c'est que les marchés remplissent exactement la même fonction que les banques dans le système et que de la même manière qu'il ne faut pas attaquer la solvabilité des banques, il ne faut pas attaquer les valorisations des marchés. Les banques centrales sont obligées de raisonner ainsi. Elles doivent impérativement protéger l'intermédiation des marchés, soutenir ce que l'on appelle le risque ou mieux le risk et à ce titre, elles ne peuvent tolérer une baisse qui menace de faire boule de neige. Elles aimeraient bien dégonfler un peu les valorisations, mais elles n'y arrivent pas sans risque, la mécanique menace à chaque fois de s'emballer. Donc il faut stopper, couper court. Les marchés font office bancaire, ils ne sont même pas une extension du système bancaire, ils sont un système bancaire en eux mêmes. Ils sont le lieu et la mécanique ou cela se passe. «Cela», c'est la grande alchimie qui transforme les égouts en eau pure, le plomb en or et les dettes non remboursables en dettes Ponzi ou en collatéral.

La notion de «Put option» est totalement justifiée. Il faut garantir, assurer que les pertes seront limitées, promettre qu'il y a un plancher sous les prix des assets financiers. C'est la fonction du «Put», qui donne le droit de vendre à un prix fixé d'avance et donc de réduire son risque de perte.

Aussitôt que la mécanique de soutien verbal s'est mise en marche avec Williams, Bullard, Haldane, vous avez vu fleurir les notes de brokers et de banques qui, à toute vitesse prévenaient leurs très gros clients que le Put était toujours en place!

Certains sont même allés plus loin, ils ont chiffré les choses. Ils ont calculé qu'en l'absence de stimulus renouvelé et maintenu, chaque trimestre, les actions baisseraient de 10%. Pour Citi par exemple, pour empêcher les actions de chuter, pour empêcher des sell-off à répétition, il faut que les Banques Centrales mettent 200 milliards de dollars dans le commerce chaque trimestre. L'équipe de stratèges de Bank America Merrill Lynch vient de publier une note dans laquelle elle explique que si le marché des actions venait à baisser de 10%, alors il faudrait se préparer à un quatrième round de Quantitative Easing de la part de la Fed. Pour ces stratèges, cela ferait écho à de qui s'est passé en 2010 lors de la baisse de 11% et en 2011 lors de la baisse de 16%. Comme la liquidité est globale et que la Fed a des succursales ailleurs, au Japon et en Europe, vous comprenez pourquoi les Anglo-Saxons font une pression considérable pour maintenir l'arrosage japonais et surtout obtenir l'ouverture des robinets de Draghi.

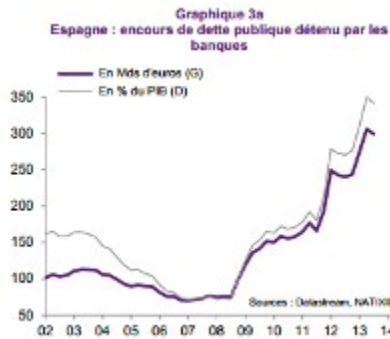
Et la bulle gonflait, gonflait...

Blog du Yéti par BA 23 octobre 2014

Depuis des années, la BCE prête des centaines de milliards d'euros aux banques européennes. Avec cet argent, les banques achètent des obligations émises par leur État.

Les banques italiennes achètent des obligations de l'État italien. Les banques espagnoles achètent des obligations de l'État espagnol. Les banques portugaises achètent des obligations de l'État portugais, etc.

Regardez bien les graphiques 3a et 3b ci-dessous (source : [Natixis](#)) :



En clair : il ne reste plus que la BCE pour empêcher l'effondrement généralisé des États européens.

Malheureusement, cette gigantesque bulle de dette publique continue à gonfler.

Malheureusement, cette gigantesque bulle de dette publique ne peut pas gonfler jusqu'au ciel.

Il arrive toujours un moment où une bulle finit par faire...

... plop !

La Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Irlande, Chypre, la Belgique, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni sont en faillite.

Jeudi 23 octobre 2014 (source : [Eurostat](#)) :

La dette publique en hausse à 92,7% du PIB dans la zone euro.

- 1- Médaille d'or => Grèce : dette publique de 317,499 milliards d'euros.
- 2- Médaille d'argent => Italie : dette publique de 2168,855 milliards d'euros.
- 3- Médaille de bronze => Portugal : dette publique de 224,129 milliards d'euros.
- 4- Irlande : dette publique de 209,702 milliards d'euros.
- 5- Chypre : dette publique de 19,365 milliards d'euros.
- 6- Belgique : dette publique de 433,274 milliards d'euros.
- 7- Espagne : dette publique de 1012,606 milliards d'euros.

8- France : dette publique de 2023,668 milliards d'euros.

9- Royaume-Uni : dette publique de 1552,344 milliards de livres sterling.

Plop !

Bill Cohan: la vérité à propos de la Fed

Par Jesse - *Le Café Américain*

Publié le 23 octobre 2014

« La vérité, c'est que bien que les deux incidents nous en disent long sur la manière dont les puissants et les célèbres parviennent à s'en tirer avec bien plus que le commun des mortels, il n'y a pas vraiment de comparaison possible. Les enregistrements de Segarra ne nous apprennent rien que nous ne savions pas déjà, du moins pour ceux qui en savaient déjà un petit peu sur le fonctionnement des Banques de réserve fédérale. William Dudley, le gouverneur de la Banque fédérale de New York, est loin de recevoir un châtement public comme ça a été le cas pour le commissaire de la NFL Roger Goodell.

J'en suis désolé, mais c'est ainsi que la Fed de New York a été pensée. Le système des douze Banques de réserve fédérale, établi il y a un peu plus de cent ans par une loi votée par le Congrès suite à des réunions secrètes présidées par JP Morgan en personne sur une île de la côte géorgienne, a toujours existé pour bénéficier aux banques commerciales et d'investissement qui l'ont mis en place, qui sont propriétaires de ces banques fédérales, et contrôlent leurs conseils de direction. Penser que ces banques puissent exister pour une autre raison que pour servir leurs maîtres de Wall Street n'est que pure folie. Ce n'a jamais été le cas, et ne le sera jamais – tant que le système actuel demeurera intact – et malgré ce que Segarra est parvenue à enregistrer ».

William D. Cohan, *Why the Fed Will Always Wimp Out On Goldman*

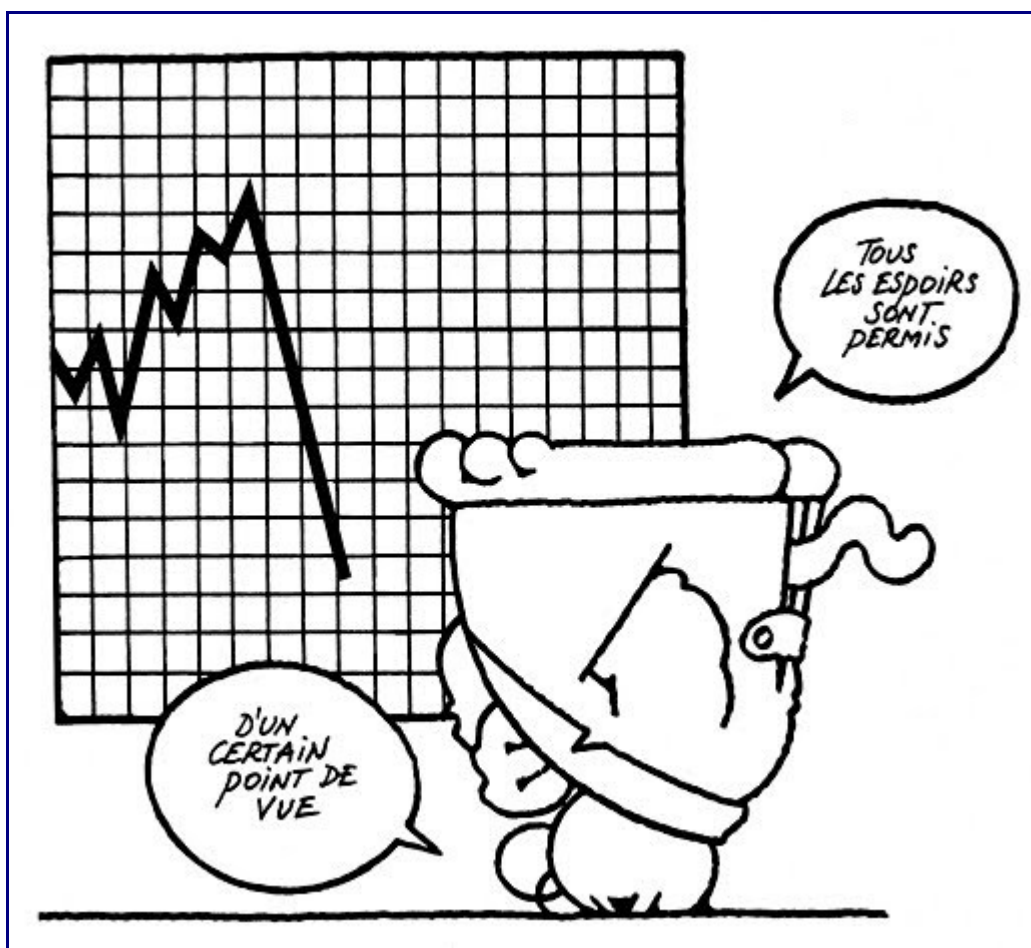
Stress-tests des banques européennes: la Dexia échouerait...

Les Moutons enragés

22 octobre, 2014 Posté par [Benji](#) sous [Argent et politique](#) 8 commentaires

La banque Dexia, foutue, sur-foutue et définitivement cuite, échouerait donc aux stress-tests de la BCE alors que ceux-ci lui ont quand même été facilités, la BCE avait assoupli les tests pour lui permettre de tenir encore un peu plus longtemps... Et malgré tout, elle serait recalée, c'est pas de bol quand même!!! Mais je vous rassure, elle n'est pas la seule, 11 banques originaires de 6 pays ne seraient pas à la hauteur pour passer les tests avec succès. Attention toutefois, il y a un **mais: les résultats du moment ne seraient pas définitifs et « pourraient être adaptés », doit-on comprendre un peu trafiqués pour dédramatiser la situation?**

Car la situation est très alarmante, les grandes banques ont passé un accord, et pas des moindres: « Les grandes banques du globe se sont mises d'accord samedi pour modifier les règles de fonctionnement du marché de quelque 7.000 milliards de dollars de produits dérivés afin d'éviter que la faillite d'une d'entre elles ne provoque l'effondrement du système financier mondial », et en plus de cela, elles ont également la possibilité de piocher sur vos comptes!



Onze banques originaires de six pays ne satisferaient pas aux exigences en capital fixées par la Banque centrale européenne (BCE) dans le cadre de son analyse de la santé financière des banques de la zone euro, rapporte mercredi l'agence de presse espagnole EFE sur base de sources dans le secteur financier.

Selon EFE, il s'agirait de trois banques grecques, trois italiennes, deux autrichiennes et une chypriote, une portugaise et une belge. Ces banques devraient lever du capital supplémentaire pour répondre aux niveaux requis par la BCE. sic... Les résultats donnés par EFE ne seraient pas définitifs et pourraient dès lors encore être adaptés.

Article complet sur 7sur7.be

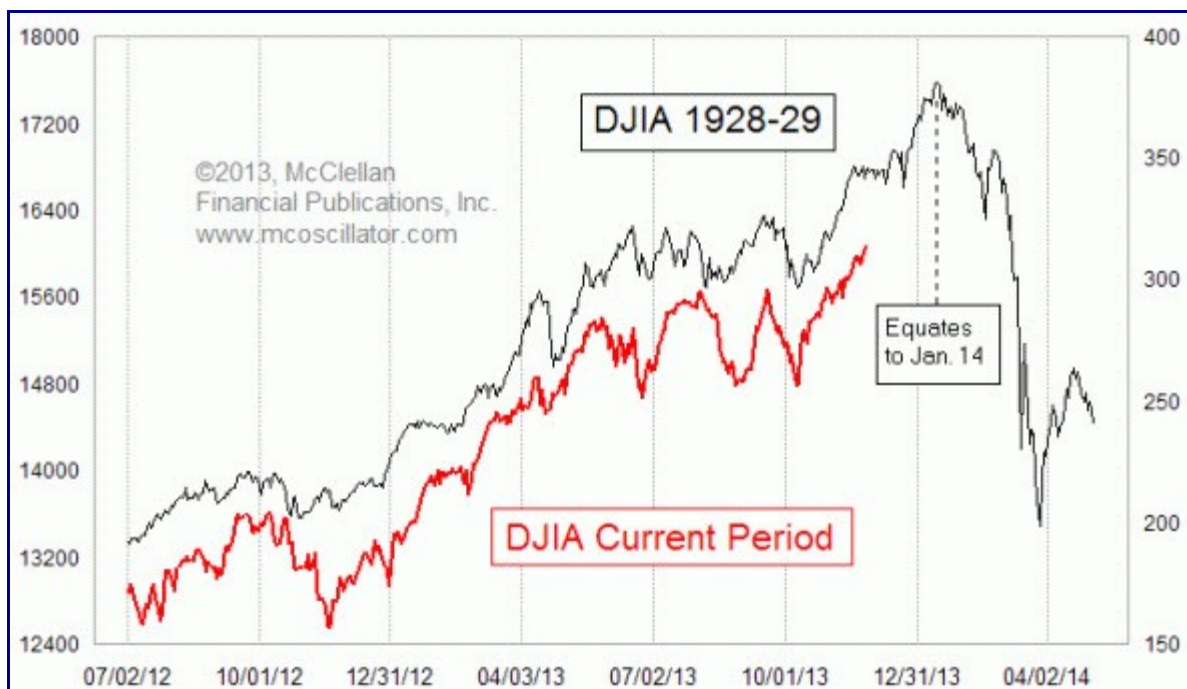
Pour avoir plus d'explications sur les stress-tests, il faut regarder sur le site de Charles Sannat: [Le contrarien](#). Quand au nom des banques qui pourraient être recalées, les voici:

- la banque autrichienne Erste Bank ;
- les italiennes Banco Popolare, Monte dei Paschi di Siena et Banca Popolare di Milano ;
- les grecques Alpha Bank, Piraeus Bank et Eurobank ;
- la portugaise Millennium BCP ;
- la belge Dexia.

L'agence espagnole ajoute, sans mentionner leurs noms, qu'une deuxième banque autrichienne et une chypriote devraient aussi avoir échoué.

Notez une chose quand même, les banques les plus dangereuses de la planète ne sont pas citées dans cette liste, car vous avez de grosses banques, bien réputées, dont les actifs toxiques sont colossaux, et dont les leverages dépassent l'entendement (exemple de leverage: pour 1 euro dans les coffres, 35 euros dans la nature et donc difficilement récupérable, plus le leverage est haut, plus la banque aura des difficultés à affronter un krach). Allez, juste pour le fun, lisez [cet article très récent](#) qui n'a rien de rassurant...

Et si cela ne suffit pas, ce graphique risque de vous convaincre, en noir ce qui est arrivé en 1929, en rouge, le graphique jusqu'à fin 2013. Bien sur, le krach n'a pas encore eu lieu, mais actuellement le moyens dont ils disposent pour tricher sont bien supérieurs à ce qu'ils avaient en 1929...



A propos des crises en cours. Le discours des Pouvoirs, par-delà le vrai et le faux

L'Edito du Jeudi 23 Octobre 2014 : Par Bruno Bertez

Les dominants dominent par le discours et par la force. Le discours des pouvoirs n'est ni vrai, ni faux, il est par-delà le vrai et le faux.

J'ai été journaliste, et même patron de presse. De temps à autre, je fais encore fonction de journaliste, j'informe, j'écris sur l'actualité. De préférence, d'ailleurs, sur l'actualité. Par choix méthodologique, car je considère que pour être lu, il faut partir de ce que les gens voient, entendent, répètent. Mais l'actualité pour moi n'est qu'un prétexte. C'est une étiquette sur le flacon de mes papiers, ou mieux, un entonnoir afin d'accrocher le lecteur. Les idées pures, déconnectées de la pratique, voire de la praxis, n'intéressent pas et ne m'intéressent pas. Je ne suis pas plus philosophe que journaliste en ce sens.

Je ne suis pas non plus un prescripteur, je n'engage pas mon travail, ma crédibilité, pour persuader de faire quelque chose ou d'acheter quelque chose. En clair, je ne vends rien, même si, quelquefois, je donne ce que l'on peut appeler des avis de gestionnaire, comme c'est le cas quand je traite de choses boursières ou patrimoniales.

Je reproche à la profession journalistique d'être dans le Système, de penser et d'écrire de l'intérieur. Ce que je formule de la façon suivante. Ils sont parties prenantes de la névrose dans laquelle nous vivons. La névrose, c'est un monde parallèle. Ou encore une sorte de prisme au travers duquel on voit le monde. A ce titre, ils ne peuvent rapporter, analyser, décrire, commenter, que de l'intérieur de la prison que constitue l'enfermement névrotique. Ils ne sont pas auxiliaires, corps intermédiaires de la démocratie, mais roue de transmission des Pouvoirs. Ils sont d'une certaine façon les inf(i)ormiers au services des soi-disant psychiatres, docteurs qui gouvernent, qui dominent. Ils sont, mêmes, et encore quand ils sont dans l'opposition, dans le champ que l'on a balisé pour eux. J'ai coutume de dire que celui qui est au revers de la médaille fait partie de la médaille, j'ai coutume d'affirmer que, marcher en dehors, sur le côté des rails, c'est toujours suivre les rails. Ce que je pointe, ce n'est pas la corruption, la flagornerie, la fainéantise, c'est l'aliénation de celui qui se croit observateur alors qu'il n'est que comparse, quelquefois involontaire, comparse connivent. Prendre pari pour ou contre Sarkozy, c'est

encore être sur le champ qu'ils balisent, car la question ce n'est pas « Qui ? », mais « Pour faire quoi »? A partir de quelle analyse, de quelle vision du monde, de quel projet, de quelle conception de la société? Et surtout à partir de quelle légitimité? Prendre parti pour ou contre le rabotage des prestations familiales, c'est accepter d'escamoter l'essentiel à savoir: l'interrogation sur la légitimité des exigences de l'UE et de l'Allemagne, sur le bien-fondé de l'austérité pour plier devant les usuriers, sur l'efficacité des tentatives de faire face au surendettement généralisé par la compression des revenus, etc. etc. Prendre parti pour la croissance tout en voulant rester dans l'UE et dans le carcan de l'euro, quand on est la fille de Jacques Delors, responsable de l'Acte Unique qui a signé notre perte, c'est au-delà du vrai et du faux, c'est être ailleurs dans un monde où l'eau et le feu se marient, dans l'enfer de Méphistophélès où les catégories du vrai, du faux, du réel s'évanouissent., dans cet enfer où les ombres sont séparées des corps. C'est avoir vendu son âme au diable de la volonté de puissance exercée sur les hommes en échange de l'abandon de la puissance authentique de transformer et de modifier le réel.

Par mépris, je me permets de dire que tous ces gens sont des passe-plats du Système. [Nous en avons l'illustration proche et scandaleuse dans le conflit qui oppose Valeurs Actuelles au journal Le Monde.](#)

Le Système produit, pour se maintenir, pour se reproduire, tout un discours, toute une symbolique, dont le but ultime, caché, c'est, et c'est seulement cela, le maintien de l'ordre. Quand je parle de l'ordre, ne vous y trompez pas, ce n'est pas l'ordre qui règne à Varsovie, avec les bruits de bottes, la censure, etc. ; non, c'est l'ordre « soft », mou, voire le désordre, dont ils ont découvert les vertus et à partir duquel les dominants exercent, imposent et perpétuent leur position de Pouvoir. Mes analyses tiennent compte de la modernité, du fait que le contrôle est, surtout à notre époque, celui des esprits; ils contrôlent ce que l'on pense, ils contrôlent ce que l'on doit penser. Ils tracent la grille, le cadre analytique à l'intérieur duquel nous formons nos opinions. Leur projet, pour nous, c'est exactement le même que celui qu'ils utilisent dans leurs équations ; leur projet, c'est notre modélisation, à prendre au sens mathématiques. Ils veulent nous « corrélationaliser » comme ils le font avec leurs variables sur les marchés, on titille ici et cela réagit là-bas.

Les discours du Pouvoir ne s'inscrivent pas dans l'ordre du vrai et du faux.

Seuls les imbéciles et les idiots mentent purement et simplement. La vérité n'est pas le référent des discours du Pouvoir, ils sont dans le ni-vrai, ni-faux. Le Pouvoir ne s'exprime pas pour dire la vérité, mais pour influencer. Nous sommes dans l'utilitaire. Ce qui est dit est utile dans le cadre des objectifs que ces gens poursuivent. Le terme de manipulation est presque trop fort, il s'agit moins de manipuler que de tordre d'une certaine façon afin que les perceptions s'écartent de ce qu'elles devraient être. La petite série Française, « Les hommes de l'ombre » a bien perçu ce phénomène.

Vous avez remarqué l'appel constant, maintenant, pour valider les discours des Pouvoirs, l'appel constant aux spécialistes. Ils sont là, larbins de service, comme les journalistes, du type « C dans l'air », pour valider, estampiller, les discours des Pouvoirs. On vend des pseudos savoirs, par des pseudos spécialistes. Il y a aussi une autre pratique référentielle, c'est celle du consensus. Ainsi, tel produit de cosmétique à l'efficacité douteuse, mais au prix élevé, est validé par l'affirmation: « 92% des femmes disent que cela marche »! Si vous regardez les pubs de la télé, vous m'avez compris. La preuve que cela marche, dit le consensus bidon ainsi proposé c'est que les gens, les idiots de service, se mettent à danser de joie, de servilité. Voilà comment on vous traite, on vous persuade et on vous donne le spectacle de vos propres danses ridicules et débiles, sinon humiliantes. Regardez le nombre de fois où on vous fait danser à la télé ! La pub et le marketing qui sont maintenant à la base du discours politique, ont découvert que ce qui marchait, ce ne sont pas les produits en tant que tels, mais le type de relations qu'ils étaient capables de suggérer entre les gens. Un parfum, une voiture ou du Schweppes; on ne vous vend pas du parfum, une voiture ou une boisson, mais la possibilité de séduire et de baiser. Le marketing est marketing, non pas d'usage et/ou d'échange, mais de séduction et d'identification. Même quand on renverse, comme la fille du Schweppes qui fait la pirouette et déclare qu'elle, elle ne baise pas! Eh bien, ce sont toutes ces techniques qui sont utilisées par les Pouvoirs pour vous contrôler, pour baiser la société civile. Baiser, c'est dialectique, on baise et on se fait baiser. Vous, vous baisiez dans l'imaginaire, eux, ils vous baisent pour de bon!

J'en viens à ce qui m'a inspiré cet article.

Nous avons en ce moment, quatre crises majeures :

- -Crise sanitaire, Ebola

- -Crise géopolitique, l'Etat Islamique
- -Crise économique-financière, la chute des marchés
- -Crise sociale, dislocation, la radicalisation sociale

Observez bien ce qu'ils vous disent, tous et ensemble, sur ces crises et décodez les discours à la lueur de notre exposé ci-dessus. Ils vous disent, non pas ce qui est, ou encore moins ce qu'il faut faire; non, ils vous disent ce que vous devez en penser. Et ce que vous devez en penser, c'est:

- -Rien n'est de leur faute
- -Ils ont la situation bien en mains
- -Obéissez, faites ce que l'on vous dit.
- -Et, si cela ne marche pas, peu importe, ce sera de votre faute, de la faute des autres. Eux, ils sont infaillibles.

Tout ce qui gêne leurs objectifs est rejeté, escamoté: le discours peut se résumer à ceci, « ne venez pas mettre votre nez dans tout cela, vous êtes plus bêtes que nous, nous évoluons dans une sphère où l'on sait tout sur tout et où vous, vous ne savez rien ». Et ils réussissent, non pas à traiter les problèmes, mais à maintenir ce qui est la seule chose qui les intéresse, leur leadership. Ce qui les intéresse c'est de donner le spectacle de leur leadership ! Nous sommes en charge voilà à quoi se résume leurs interventions. Non pas qu'ils acceptent les responsabilités qui en découlent, bien sûr que non ! En affirmant leur leadership, ce qu'ils affirment, c'est le symétrique : vous êtes des sujets. Acceptent-ils la responsabilité de la cassure provoquée par cette austérité qu'hier encore ils défendaient et qu'aujourd'hui ils renient, tout en ne la reniant pas et tout en la pratiquant?

Pourtant, ils échouent souvent, si on mesure leur action à l'aune de la réalité, mais cela ne les gêne pas, au contraire, car plus ils échouent et plus ils ont prétexte à renforcer leur pouvoir, leur domination et leur emprise. C'est toujours parce que l'on n'en pas fait assez! On n'a pas assez contrôlé, pas assez fait de fausse monnaie, pas assez monté les impôts, pas assez rogné les niveaux de vie, pas assez interdit, etc. Bref, d'une certaine façon, ils n'ont pas encore assez montré leur autorité, voilà ce qui est sous-jacent; et conclusion, il faut qu'ils en montrent plus. D'où le remplacement des gentils Ayrault par le ministre de l'Intérieur aux coups de menton et visage carré de chef. De l'énergie, de la force, de l'autorité, que diable, disent en chœur les Gattaz, et les apprentis fascistes non élus de Bruxelles.

Le fait que leurs discours soient des discours d'influence, ni-vrai ni faux, n'est pas sans conséquence, malgré leurs victoires au jour le jour. Notre sentiment est que le peuple fait semblant d'être dupe, semblant d'accepter, mais qu'il n'en pense pas moins. Même s'il ne le formule pas. La crédibilité de la parole politique, journalistique, médiatique au sens large, tend asymptotiquement vers zéro. C'est ce que mesurent les enquêtes sérieuses.

Le peuple fait semblant d'accepter, mais il n'adhère pas. Voilà l'important, il n'adhère pas, il ne se motive pas. Comme le disent les communistes, vous faites semblant de me payer, je fais semblant de travailler. Et bien c'est la même chose, vous me dites des choses bidons, et bien moi aussi je bidonne. Ce qui fait que le Système patine, il tourne à vide, comme dans le cas d'un embrayage qui est défectueux, tout tourne dans le vide.

Les pouvoirs se sont rendus maîtres des mots, des signifiants et même des symboles, mais pas du signifié, du sens, même si c'est leur objectif suprême par la reprogrammation des citoyens. Ils sont Maîtres du signifiant, mais pas du sens et encore moins du réel. Tout ce qu'il y a derrière les mots et les images leur échappe. Leur échappe encore. Et c'est pour cela que leur échec dans la Sphère réelle est notre seul allié. La force des citoyens, c'est la faiblesse des dominant, leur incapacité à résoudre vraiment les problèmes.

Ce qui marche, à l'échelle de l'histoire, ce n'est ni le vrai, ni le faux, mais l'authentique. Mais cela c'est... une autre histoire, c'est celle de l'adaptation efficace.

[Comment éradiquer « tout simplement » le terrorisme](#)

Posté par [calebirri](#) le 7 octobre 2014

Alors que nos dictateurs en herbe fourbissent leurs armes pour faire de chaque citoyen un terroriste potentiel, il apparaît qu'il existe un moyen très simple de faire cesser le terrorisme dans sa globalité, et auquel malheureusement personne ne semble vouloir recourir, ou même se souvenir : il suffirait d'ouvrir les comptes qui se trouvent dans les chambres de compensation comme Clearstream et le tour est joué. Car alors nous aurions en notre possession tous les éléments pour à la fois faire cesser le financement des terroristes « en un seul clic » et ainsi de juger des

responsabilités de chacun dans ce financement.

Nous saurions alors d'où vient l'argent, et où il va.

Incroyablement simple, mais impossible à faire. Pourquoi ? C'est là que tout se complique : comme l'avait justement deviné et prouvé [Denis Robert](#), Clearstream et les autres chambres de compensation internationales sont le centre névralgique de toute la corruption mondialisée : les prostituées, la drogue, les armes, les « dessous-de-table », etc... tout y est !

Mais alors pourquoi, dirons les naïfs, n'ouvre-t-on pas ces comptes ?

Mais c'est que tout y est on vous dit ! Si l'on ouvrait au public le contenu des fichiers informatiques présents dans ces chambres de compensation, tout s'effondrerait d'un seul coup : non seulement le terrorisme, mais aussi tous ceux qui financent le terrorisme, tous ceux qui trichent, mentent et volent seraient alors confondus par leurs mensonges. C'est-à-dire la plupart de nos hommes politiques, les plus grandes fortunes de la planète, et tout ce que la terre porte de gens malhonnêtes.

Si les lignes de comptes des chambres de compensation étaient ouvertes, on verrait apparaître en pleine lumière toutes les causes de la misère et de la souffrance des peuples, ainsi que tous les liens qui unissent cette misère et cette souffrance à la malhonnêteté de ceux qui en profitent. Nous y trouverions à la fois l'argent des évadés fiscaux ([les 600 milliards qui manquent à la France](#)) et celui des trafics de drogue, celui de la corruption des hommes politiques et celle de leurs « clients » ou « donneurs d'ordres ».

Ne seriez-vous pas intéressés de savoir que les armes utilisées par les djihadistes sont celles fabriquées et vendues par ceux-là même qui les combattent aujourd'hui ?

Ne voudriez-vous pas connaître le montant des rançons payées par la France aux terroristes, et le nom des bénéficiaires de ces rançons ? Ne seriez-vous pas étonné d'apprendre qu'une grande partie du financement des terroristes provient justement de [ces rançons](#) ?

Ou encore d'être au courant du nombre de multinationales (et de leurs noms) qui achètent du pétrole à ces mêmes groupes terroristes ? et à qui appartiennent les armées privées qui combattent sur les champs de bataille, et qui paye la solde des mercenaires engagés ([il ne faut pas croire que ces gens-là se battent pour des idées](#) !) ?

Les terroristes ont été créés par ceux qui les combattent, et tout y est aisément consultable dans les ordinateurs des chambres de compensation : en y cherchant bien on verrait comment les multinationales arment et forment, et financent leurs futurs ennemis avant d'envoyer ou de soutenir des groupes « contestataires » (payés, car eux non plus ne se battent pas pour des idées) pour embraser le pays, afin de justifier une intervention qui permettra de s'accaparer les ressources et de reconstruire les pays mis à feu et à sang par la guerre. En économie, on appelle cela du « gagnant/gagnant ».

Qu'on ne me refasse pas le coup du « on n'arrive pas à les maîtriser », ou « ils vont nous envahir » : ils ne sont pas plus de 50 000 hommes dit-on, et ne disposent à ma connaissance ni de grands moyens d'informations, ni de navires de guerre, ni de satellites, ni d'avions de chasse... Et ils seraient susceptibles de tenir en échec toutes les armées du monde ? Non, si les terroristes existent encore, c'est qu'ils sont utiles à certains ; et il suffirait qu'on aille voir là où l'information se trouve pour que l'on sache à qui ; et que celui qui conteste ce fait vienne me le prouver ! Les peuples se débarrasseraient alors à la fois du fléau du terrorisme, et de leurs dirigeants corrompus : c'est cela, moi, que j'appelle du « gagnant/gagnant ».

Caleb Irri

<http://calebirri.unblog.fr>

Les marchés sont-ils capables de vivre sans les liquidités de la Fed?

LesAffaires.com et AFP 23 octobre 2014

La société d'investissement française Carmignac a réduit son exposition aux actions, privilégiant le marché obligataire, en attendant d'évaluer l'impact de la normalisation de la politique monétaire américaine sur l'économie mondiale.

La question est de savoir si l'économie mondiale est «capable de vivre sans les liquidités de la Fed», a estimé lors d'une conférence de presse Frédéric Leroux, gérant global chez Carmignac Gestion.

La Réserve fédérale américaine (Fed), qui tient sa réunion de politique monétaire la semaine prochaine, s'apprête à mettre un terme à ses rachats d'actifs, avant de remonter probablement ses taux en 2015.

Selon M. Leroux, ces incertitudes se sont traduites par le regain de volatilité récemment observé sur les marchés, alimenté notamment par des indicateurs préoccupants aux Etats-Unis.

Moins de titres cycliques américains

En termes d'investissement, cela se traduit pour Carmignac par une réduction de l'exposition aux titres «cycliques» américaines, à savoir dépendants de la conjoncture, et une prédilection pour la dette souveraine du pays qui fait office de valeur refuge.

Plus généralement, l'exposition aux actions a été fortement réduite dernièrement, alors que l'investissement dans les obligations a été privilégié.

La zone euro est quant à elle marquée par le net ralentissement de l'Allemagne, mais également par le fait que le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) «sera déterminant», selon Carmignac.

«Nous avons besoin d'un Draghi de combat», ce qui permettra de revenir sur les actions européennes, a souligné M. Leroux, en référence au président de la BCE Mario Draghi.

Il juge pour l'heure que la baisse de l'euro, issue notamment de la politique monétaire accommodante de la BCE, constitue le seul soutien aux actions européennes, une classe d'actifs regardée avec précaution par Carmignac.